



Monsieur le Directeur Académique,

Exaspérés et en colère ! Professeurs des écoles, directeurs, enseignants du second degré, CPE, chefs d'établissement, IEN, les personnels de l'Education Nationale sont unanimement scandalisés par la cacophonie ministérielle qui a précédé cette reprise de novembre. Pendant leurs congés, ils ont d'abord organisé une reprise sous la double contrainte d'un nouveau protocole sanitaire et de l'hommage à notre collègue Samuel Paty, avec une rentrée décalée des élèves. Le travail conséquent réalisé par les directeurs, les municipalités, les CPE et les équipes de direction a été rayé d'un trait de plume vendredi 30 octobre en fin de journée : les personnels ont appris que la reprise des élèves se ferait finalement à l'horaire habituel et que les modalités de l'hommage seraient réduites à leur plus simple expression. Aucune explication, aucune référence à l'aménagement horaire prévu et supprimé dans la communication ministérielle ! Ceci alors que le travail d'information aux familles avait déjà été réalisé, obligeant les équipes à effectuer dans l'urgence des contre-messages ! Quel mépris pour les personnels concernés ! Quel manque de respect pour la mémoire de notre collègue ! Et quel visage d'incohérence donné par l'institution !

Cette reprise ubuesque ferait presque oublier l'ordre du jour de ce CTSD. La rentrée 2020 est-elle une rentrée réussie ? Si la réussite ne se mesure qu'à la capacité d'accueillir physiquement les élèves, alors elle l'a été. Mais, contrairement à ce que veut nous faire croire le ministre, une rentrée réussie ne se limite certainement pas à cela, et nos collègues le savent bien.

- Que penser de la nécessité d'envoyer des enfants effectuer des bilans psychologiques dans le privé faute de couverture des postes de psychologue scolaire, démarche souvent impossible pour les enfants des familles les plus défavorisées ? Ceci malgré la surcharge de travail que s'imposent les psychologues en place, et qui a conduit l'année dernière une collègue au burn-out. Y aura-t-il enfin des recrutements de contractuels ?
- Que penser de la désespérante non évolution du dossier de la direction d'école ? En attendant des réponses nationales sans cesse reportées, ne serait-il pas possible de reprendre des discussions locales, interrompues depuis décembre 2019 ?
- Que penser de la gestion des PIAL imposée aux directeurs de SEGPA ou à des enseignants d'ULIS, sans diminution de leurs autres obligations de service alors que la gestion des AESH est chronophage ?
- Que penser de la nouvelle gestion des AESH ?
- Que penser du manque de personnels vie scolaire dans cette période où des moyens supplémentaires sont indispensables à la bonne gestion du temps hors classe ?
- Que penser des heures supplémentaires que les enseignants ont été obligés d'accepter, qui conduisent à des emplois du temps surchargés et fatigants, ne laissant plus aucune souplesse d'aménagement ?
- Que penser de la réalité de la protection apportée par un protocole sanitaire dont le maître mot est « lorsque cela est possible... » ? L'UNSA est favorable au maintien de l'ouverture des écoles, mais dénonce une reprise sous le signe de l'insécurité. L'affirmation sur le papier de règles de distanciation et de non-brassage des groupes se heurte à la réalité du terrain : des locaux insuffisants et un nombre trop élevé d'élèves dans beaucoup de classes.
- Que penser de la protection des personnels ? L'état employeur a doté les enseignants de masques tissu « grand public » identiques à ceux des autres ministères. Mais dans cette période de circulation très active du virus, ils sont les seuls fonctionnaires à être continuellement face à un public nombreux et avec qui des interactions physiques sont inévitables, et sans possibilité de protection additionnelle telle que les vitres

de plexiglas dans les administrations. Une vraie prise en compte de la spécificité de notre travail n'impliquerait-elle pas une dotation en masques chirurgicaux, davantage protecteurs ?

- Que penser d'un médecin qui change de thermomètre à chaque fois que la fièvre semble arriver ? C'est pourtant l'attitude qui a prévalu en septembre et octobre : lorsque le nombre de classes ou d'écoles fermées pour cause de covid a commencé à augmenter, les règles de fermeture ont été abaissées ! La confiance des personnels n'est donc pas au rendez-vous lorsque M. Blanquer affirme encore et toujours en cette reprise que, « En septembre et octobre, le protocole nous a permis de limiter considérablement la contamination en milieu scolaire ». Non monsieur Blanquer, le changement des règles a seulement permis de masquer l'augmentation des contaminations ! Des enfants asymptomatiques non testés ne peuvent pas être déclarés positifs ! Mais ils peuvent contaminer... Les études internationales infirment maintenant l'hypothèse de faible contagiosité des enfants, et les enseignants sont inquiets ! Pour leur propre santé, pour celle de la famille de leurs élèves, voire pour les enfants les plus fragiles.

- Que penser des possibilités d'adaptation des organisations pédagogiques en cas de nouvelle aggravation de la crise ? Nous n'étions pas prêts en mars, nous ne sommes malheureusement guère plus prêts en novembre.

Le village Potemkine de la communication ministériel se lézarde. Dans ce contexte de pandémie et de menace terroriste renforcée, avec un plan Vigipirate relevé au niveau « urgence attentats » qui met l'École sous pression, les enseignants, les directeurs d'école, les CPE ont à cœur de prendre leur responsabilité pour que l'École joue pleinement son rôle, mais la méthode Coué et le mode de gestion « ordre et contre-ordre » tire dangereusement sur la corde. Non pas sur celle de la confiance qui est déjà rompue mais sur celle de la conscience professionnelle. Celle-ci est particulièrement solide mais pas au point de pouvoir subir toutes les mises à l'épreuve inutiles, d'autant plus dans cette période où le manque de visibilité sur l'évolution de l'épidémie pourrait conduire l'École à s'adapter à nouveau du jour au lendemain à de nouvelles mesures. Nous savons, Monsieur le Directeur Académique, que beaucoup de nos questions ne relèvent pas de vous. Mais par votre intermédiaire, l'Unsa Education alerte solennellement l'exécutif, les personnels ne tiendront pas indéfiniment ; et nous attendons des réponses de votre part à certaines d'entre elles.

**Les enseignant.e.s et les personnels de l'Education se sentent découragés, déconsidérés et malmenés.**

**Les enseignant.e.s et les personnels de l'Education doivent être reconnus, respectés et protégés.**

CTSD du 3 novembre 2020